



Déclaration des élus CGT concernant la situation économique et financière de l'entreprise au CCSE du 7 juillet 2022

Les élus CGT s'insurgent sur le harcèlement que subissent les salarié(e)s concernant l'application de LCAR 2022. Ces derniers jours, plusieurs salarié(e)s ont reçu à leur domicile des courriers personnalisés et ou des courriels sur leur messagerie professionnelle les sollicitant à envisager un départ de l'entreprise dans le cadre du plan de compétitivité « Renouveau » 2025.

A titre d'exemple, il suffit de reprendre les témoignages de salarié(e)s qui subissent cette situation : « *En termes de relance j'ai reçu un mail le 7 juin, le 10 juin, le 13 juin, si ça n'est pas du harcèlement c'est quoi ?* »

« *On a senti que la pression était davantage mise envers les salariés les plus jeunes. On les démotive par des phrases du style : c'est vous qui avez le moins d'expérience, à votre âge il faut être polyvalent ne pas hésiter à aller voir ailleurs...* ».

Ces actes relèvent d'un mépris de la direction vis-à-vis des salarié(e)s. L'entreprise ne prend pas la mesure du mécontentement des travailleurs, que ce soit sur les salaires, les conditions de travail, l'intérêt même au travail.

Les salarié(e)s du Groupe Renault, les pouvoirs publics, nos impôts, nos clients qui achètent les véhicules, les organes et services ont très largement contribué à l'amélioration de la situation financière. Alors que dans le même temps, nos cadres dirigeants ont poursuivi la gabegie financière et font, de surcroît, des choix stratégiques hasardeux.

La CGT Renault exige l'ouverture de négociation sur les salaires, le retour de la pause payée. Les salarié(e)s ne supportent plus de faire des choix insupportables entre donner à manger à leur famille et mettre du com-

bustible pour se rendre au travail.

Et ce ne sont pas les mots de monsieur Fleury quand il a expliqué lors d'une visite d'un site industriel qu'il était hors de question de rediscuter des salaires avant l'année prochaine, qui sont de nature à apporter une réponse à la fameuse question du pouvoir d'achat, dont tout le monde parle depuis quelque temps.

Les salarié(e)s de Renault, comme ceux de la SNCF, comme ceux du transport aérien et routier, comme la très grande majorité des travailleurs du pays subissent de plein fouet l'inflation !

La CGT Renault comme les salariés, ne veulent plus attendre !



Vous ne voulez pas augmenter les salaires. La discussion est terminée, selon vous. C'est votre choix, soit !

La CGT a conscience que seul le rapport de force vous fera changer d'avis ! Et Les salarié(e)s en sont de plus en plus conscients également !

Les salariés veulent vivre dignement de leur travail !

Demander aux salarié(e)s de faire des sacrifices, aux acheteurs de nos véhicules de payer de plus en plus cher les services et véhicules ne durera pas longtemps. Il suffit de regarder le pourcentage d'immatriculations de nos véhicules neufs et les parkings de nos sites d'ingénierie, de fabrication et d'après-vente.

Un grand nombre de salarié(e)s Renault ne peut plus acheter les véhicules qu'ils fabriquent et que dire des

véhicules électriques dont les prix à l'achat excluent la majorité des populations de la planète.

Comment voulez vous que les salariés de chez Renault soient les ambassadeurs de la marque ?

La CGT propose un projet industriel répondant aux besoins des populations, pour un progrès social, sociétal dans le respect de l'environnement.

Renault a construit un dispositif très efficace pour la recherche de subventions ou de réductions de sa participation à sa responsabilité sociétale et au bien commun. Ces différentes aides à l'exemple du Crédit Impôt Recherche sont la double peine pour les salariés.

En effet, les entreprises privées s'attribuent les deniers publics de la nation au détriment d'investissements dans les services publics de santé, d'éducation, ou encore de sécurité. Renault a perçu en 4 ans, 891 millions d'euros des divers concours dont le CIR. Ces montants auraient pu servir à amplifier et à accélérer un plan stratégique industriel pour répondre à la pérennisation de l'emploi sur nos sites de production et d'ingénierie.

Les résultats des différentes aides en cash profitent à l'entreprise à hauteur de 84 millions d'Euros en 2020 contre 13 millions d'Euros en 2019. L'ensemble des aides y compris le crédit d'impôt sont en forte hausse de 184 millions d'Euros en 2019 pour 222 millions d'Euros en 2020.

A celles-ci doivent s'ajouter les différentes aides à l'achat de véhicules électriques et électrifiées, toujours au détriment du bien commun. **Depuis la création de ces aides, nous sommes en droit de nous interroger sur leur utilité, aussi bien en termes d'enjeux sociaux, sociétaux mais aussi environnementaux, enjeux incontournables pour la CGT.**

La CGT revendique une transparence et la mise sous contrôle de toutes ces aides publiques reçues par le groupe Renault. En 2019, le CICE est remplacé par un allègement de cotisations patronales sur les bas salaires. L'octroi de cette subvention a en grande partie pour objectif de recruter mais aussi d'accompagner à la transition énergétique et écologique et non à supprimer des emplois en France.

La CGT interpelle la direction au sujet de cette synthèse qui ne reflète pas les revendications des salariés de Renault qui souhaitent un véritable projet industriel pour l'emploi et son développement. De plus, les différents plans ne pourront que mettre en péril la cohé-

rence des différentes structures de l'entreprise.

Les modifications juridiques, en particulier autour de la direction mécanique, entraîneront des conséquences désastreuses pour l'entreprise et fragiliseront notre avenir. Du point de vue de la CGT, la situation économique et financière de l'entreprise est la conséquence d'une gestion d'entreprise entièrement dédiée à la réponse aux besoins et à la velléité des marchés financiers.

Les salarié(e)s de l'entreprise et leur syndicat CGT le dénoncent depuis de nombreuses années. Les membres de la direction générale actuels sont amnésiques, ils ont été des serviteurs dévoués, même des courtisans d'un monarque qui a considéré RENAULT comme sa propriété.

Les membres du CEG sont des personnages du passé qui utilisent les recettes vieilles depuis plus de quarante ans. Ce sont celles-ci qui ont conduit à la désindustrialisation de l'hexagone au mépris des populations et de l'aménagement du territoire.

Les salarié(e)s Renault sont désabusés de constater dans la communication d'entreprise, dans la presse, la multiplication d'embauches au plus haut niveau de l'entreprise alors que dans le même temps on pousse un grand nombre de salariés vers la porte.

Ces économies se font uniquement sur la masse salariale au détriment du plus grand nombre, les salariés de production, de l'ingénierie et des fonctions tertiaires qui construisent la richesse de l'entreprise. La stratégie de la direction générale contribue à la destruction du collectif de travail et des conditions de travail pour la plupart de ceux que vous nommez collaborateur.

Nous sommes bien dans une confrontation sur la conception de l'entreprise, entre une stratégie financière répondant aux besoins d'un petit nombre contre un projet industriel CGT en réponse aux besoins sociaux, sociétaux et environnementaux des populations.

Les salariés du Groupe RENAULT, et plus largement ceux de la filière automobile, soutenus par leur organisation syndicale CGT revendiquent cette stratégie tournée vers le progrès social.

En conclusion, les élus CGT donneront un avis défavorable.